

ÉGYPTTE

La détention préventive de Moubarak prolongée de 15 jours

La justice égyptienne a annoncé hier avoir prolongé la détention préventive de l'ancien président Hosni Moubarak de 15 jours dans le cadre de l'enquête sur la répression des manifestations anti-régime en début d'année.

Le procureur général Abdel Meguid Mahmoud «a ordonné la détention préventive de l'ex-président Hosni Moubarak pour 15 jours, qui commencera à la fin de sa période de détention actuelle» le 12 mai, selon un communiqué.

Le porte-parole du parquet a précisé qu'une équipe d'enquêteurs s'était rendue hier à l'hôpital de Charm El-Cheikh, sur la mer Rouge,

où se trouve M. Moubarak, pour poursuivre les interrogatoires. Une source au bureau du procureur a indiqué à l'AFP que ce dernier allait annoncer dans les prochains jours si M. Moubarak va être jugé ou pas. Il pourrait être condamné à une peine pouvant aller jusqu'à la pendaison s'il était reconnu coupable, avait affirmé fin avril le ministre de la Justice, Abdel Aziz Al-Guindi.

L'ex-président, 83 ans, chassé le 11 février par une révolte populaire ayant mis fin à trois décennies de pouvoir, avait été placé le 13 avril en détention pour des périodes de 15 jours renouvelables. Il est poursuivi ainsi que ses deux fils Gamal et Alaa pour la violence répression du mouvement de contestation et est soupçonné de corruption. M. Moubarak est soigné depuis le 12 avril à l'hôpital international de Charm El-Cheikh, station balnéaire du Sinaï, après avoir eu un malaise cardiaque pendant un interrogatoire.



Le président égyptien déchu, Hosni Moubarak.

Il est interrogé sur sa responsabilité dans la mort de manifestants lors de la révolte (25 janvier-11 février) et sur les contrats controversés de vente de gaz égyptien à Israël qui ont abouti à des pertes de plusieurs milliards de dollars pour le pays, selon le parquet.

Selon un rapport, 846 civils sont morts dans les manifestations ayant poussé au départ de M. Moubarak. Un membre de la commis-

sion d'enquête sur la répression a indiqué que l'ex-président était complice dans ces violences meurtrières. L'ex-ministre de l'Intérieur Habib El-Adli est actuellement jugé pour avoir ordonné des tirs contre des manifestants, après avoir été condamné à douze ans de prison jeudi dernier pour malversations financières. Plus de deux mois après la chute de M. Moubarak, la pression reste forte en Égypte pour

que l'ancien président et sa famille proche soient traduits rapidement devant la justice. La justice avait demandé au ministère de l'Intérieur son transfert à la prison de Tora, à la périphérie sud du Caire, où se trouvent déjà ses fils Alaa et Gamal, détenus également pour des périodes de 15 jours renouvelables, ainsi que d'anciens ministres et hauts responsables du régime. Mais le ministère a jugé que l'hôpital de la prison n'était pas suffisamment équipé pour faire face à une éventuelle dégradation rapide de son état de santé. Le 10 avril, M. Moubarak était sorti pour la première fois de son silence pour se dire victime de «diffamation».

Dans une allocution sonore, il a dénoncé des «campagnes de diffamation» à son encontre et défendu sa «réputation» et son «intégrité». Il a assuré que ni lui ni son épouse Suzanne n'avaient de fortune à l'étranger et s'est dit prêt à coopérer avec la justice.

Photo : DR

LE CAIRE

L'obligation de visa levée pour les Libyens

Les autorités égyptiennes ont levé l'obligation de visa imposée deux jours auparavant aux ressortissants libyens, a-t-on appris hier de source aéroportuaire. «Il y a eu des instructions pour annuler les visas. Les visas sont annulés», a déclaré cette source à l'AFP sans fournir d'explications. Dimanche, le ministère égyptien des Affaires étrangères avait annoncé que les ressortissants libyens devaient désormais obtenir un visa pour entrer en Égypte, une décision qui avait semé la panique parmi les Libyens cherchant à fuir les violences dans leur pays. Outre les centaines de milliers de travailleurs étrangers qui ont quitté le pays, plusieurs milliers de Libyens ont fui en Égypte et en Tunisie depuis le début de la rébellion le 15 février contre le dirigeant Mouammar Kadhafi, qui s'est depuis transformée en guerre civile.

PAKISTAN

Quatre insurgés islamistes tués par des drones américains

Quatre insurgés islamistes ont été tués hier par les missiles de drones américains dans le nord-ouest du Pakistan, où ces avions sans pilote de la CIA visent régulièrement Al-Qaïda et les talibans, ont indiqué des responsables militaires pakistanais.

Cette nouvelle frappe intervient huit jours après qu'un commando hélicoptère des forces spéciales américaines eut tué Oussama Ben Laden dans une villa à deux heures de route au nord d'Islamabad et alors que les relations entre les Etats-Unis et son allié le Pakistan s'enveniment. De hauts responsables à Washington soupçonnent des complicités au sein de l'appareil militaire et du renseignement pakistanais pour expliquer la présence de Ben Laden dans une ville-garnison, Islamabad qualifie ces accusations d'«absurdes». Cette nouvelle attaque de drones s'est produite près du village d'Angoor Adda, dans le district tribal du Waziristan du Sud, un des principaux bastions des talibans pakistanais alliés à Al-Qaïda. «Les drones améri-

cains ont tiré deux missiles sur un véhicule et quatre insurgés islamistes ont été tués», a déclaré par téléphone à l'AFP un responsable militaire sous couvert de l'anonymat. L'information a été confirmée par un de ses pairs. Vendredi déjà, au moins huit insurgés islamistes avaient été tués par les tirs de missiles de deux drones dans le district voisin du Waziristan du Nord, cinq jours après la mort de Ben Laden et au moment où se multipliaient dans le pays les manifestations anti-américaines pour protester contre les violations répétées de la souveraineté territoriale du Pakistan par les Etats-Unis.

Les zones tribales du nord-ouest, frontalières avec l'Afghanistan, et que Washington considère comme «la région la plus dangereuse du monde», sont le bastion des talibans pakistanais et le principal sanctuaire dans le monde d'Al-Qaïda. C'est aussi la base arrière des talibans afghans, notamment le réseau Haqqani, bête noire des soldats américains qui composent les deux tiers des forces internationales en Afghanistan. Les talibans pakistanais, qui ont fait allégeance à Al-Qaïda en 2007,

sont les principaux responsables de la vague de plus de 450 attentats, suicide pour la plupart, qui ont fait près de 4 300 morts dans tout le pays en trois ans et demi. Leurs camps d'entraînement dans les zones tribales sont également utilisés par le réseau de feu Ben Laden. C'est d'ailleurs dans ces zones tribales que les experts s'attendaient depuis dix ans à trouver Ben Laden et non dans la ville-garnison coquette d'Abbottabad, non loin de la capitale. C'est là qu'un raid-éclair de 79 soldats d'élite américains l'a déniché et tué dans la nuit de dimanche à lundi, sans que les autorités soient averties, selon Islamabad et Washington, provoquant la protestation du gouvernement et de l'armée pakistanaises, sous la pression d'une population très majoritairement anti-américaine. Entamée en 2004, la campagne des drones de la CIA s'est nettement intensifiée depuis l'été 2008 et les salves sont devenues ces derniers mois quasi quotidiennes. En 2010, une centaine de tirs ont fait plus de 670 morts, selon les responsables militaires, dont un nombre indéterminé de civils.

SUD-SOUDAN

Violences entre rebelles et éleveurs nomades, 82 morts

Quatre-vingt-deux personnes ont été tuées au Sud-Soudan dans des violences ayant éclaté lors d'une attaque de rebelles contre des éleveurs nomades dans la province de Warrap, a annoncé hier un porte-parole de l'armée sudiste. Des milices d'un leader rebelle sudiste, Philip Bepan, ont attaqué des éleveurs nomades le 8 mai dans la province de Warrap, tuant 34 civils et blessant 45 autres, dont des enfants et des femmes, a indiqué à l'AFP ce porte-parole Philip Aguer. Le même jour, les nomades ont tendu une embuscade aux miliciens rebelles qui ont volé du bétail, tuant 48 de leurs hommes, a ajouté le porte-parole. La recrudescence des violences au Sud-Soudan a fait plus de 800 morts depuis janvier et près de 94 000 personnes de déplacées, selon l'ONU. Le gouvernement du Sud-Soudan, qui doit formellement déclarer son indépendance le 9 juillet, fait face à de nouveaux défis venant des insurgés et des milices sur son propre territoire. Il a organisé un référendum en janvier qui a vu la population voter en masse pour la sécession avec le Nord dominé par les Arabes. Ce vote faisait partie d'un accord qui a mis fin en 2005 à une guerre civile entre le Nord et le Sud du Soudan dans laquelle deux millions de personnes ont été tuées. Les autorités du Sud accusent régulièrement Khartoum d'armer des milices dissidentes afin de déstabiliser leur région.

La presse britannique sous pression sur le respect de la vie privée

Le débat sur la protection de la vie privée rebondit au Royaume-Uni, avec plusieurs affaires retentissantes mettant aux prises des médias et des personnalités publiques. Deux semaines après le mariage princier, la famille Middleton a ainsi saisi la Commission de la presse après la publication dans plusieurs tabloïdes de photos de Kate et de sa jeune sœur Pippa en bikini, datant de 2006.

La saisine a valeur d'avertissement : les Middleton veulent signaler qu'ils ne toléreront pas plus les atteintes à leur vie privée aujourd'hui que pendant les huit ans de romance de leur fille aînée avec le prince William. La Commission de la presse, qui s'appuie sur un code de conduite renforcé depuis l'époque de la princesse Diana, tance régulièrement les journaux. Hier, elle a contraint le *Daily Telegraph* à publier sur une demi-page une décision condamnant l'utilisation de «stratagèmes» pour piéger des députés libéraux-démocrates.

Deux reporters du journal se faisant passer pour de simples citoyens avaient notamment enregistré en décembre dernier à son insu le

ministre du Commerce, Vince Cable, qui se disait «en guerre» contre le magnat de la presse Rupert Murdoch sur le projet de rachat de la totalité du bouquet satellitaire BSkyB.

Les tabloïdes britanniques avides d'informations croustillantes, dont le tirage atteint plusieurs millions d'exemplaires, ont vu leur liberté d'action plus fermement encadrée depuis 2000, avec l'adoption du «Human Rights Act» qui transpose au Royaume-Uni la Convention européenne des droits de l'Homme. Le «Human Rights Act» reconnaît deux droits fondamentaux — et contradictoires —, le droit à la vie privée (article 8) et la liberté d'expression, et donc de la presse (article 10). La ten-

sion est permanente, et les médias dénoncent comme une entrave à leur liberté d'informer le recours par des personnalités aux «injonctions» judiciaires pour les empêcher de publier des informations assimilables à une atteinte à la vie privée. Hier, la presse a gagné une manche dans son combat pour la liberté d'expression : la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a débouté l'ancien patron de la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

Max Mosley réclamait le droit d'être informé avant toute publication d'informations le concernant, après avoir gagné un procès contre le *News of the World* qui l'avait accusé de participation à une «orgie nazie».

«Une victoire de Max Mosley aurait eu pour effet de geler» le journalisme d'enquête, mais aussi d'entraver la publication d'informations par des groupes tels qu'Amnesty International, a estimé à la BBC l'avocat spécialiste des médias Mark Stephens, qui se dit en outre «très

perturbé par les super-injonctions».

Selon lui, ces «super-injonctions» qui interdisent aux médias de mentionner jusqu'au fait qu'ils ont reçu une injonction de non-publication, et le nom de la personne concernée, conduisent à «une justice du secret», et reviennent à «rejeter 300 ou 400 ans de système judiciaire transparent».

«On ne peut pas tolérer que des footballeurs obtiennent des super-injonctions pour que leurs femmes et leurs petites amies ne sachent rien de leurs liaisons, et que leur vie sexuelle ne soit pas compromise», souligne-t-il. Les «super-injonctions» prennent toutefois l'eau de toutes parts : une personne anonyme a ainsi livré sur Twitter les noms de célébrités qui y ont eu recours.

Le Premier ministre britannique David Cameron, «géné» à propos de certaines injonctions, a estimé qu'il revenait au Parlement de décider d'un équilibre entre la liberté de la presse et le respect de la vie privée.